KADHAFI TOUJOURS INTROUVABLE

Le CNT prépare «la Libye nouvelle»

Huit jours après le début de l'offensive rebelle, les affrontements ont cessé dans la capitale libyenne. Tripoli était calme hier. La vie y a repris, les commerces rouvrant petit à petit tandis que les habitants nettoient les décombres.

Photo : DR

Scènes de liesse des rebelles après leur entrée à Tripoli.

L'aéroport et la zone environnante ont été sécurisés mais les rebelles redoutent désormais les actions d'éléments pro-Kadhafi. Les combats se sont cependant poursuivis hier dans d'autres secteurs.

Les rebelles ont pris hier le contrôle de la localité de Ben Jawad et se trouvent actuellement à 30 km à l'ouest de Syrte, fief du colonel Mouammar Kadhafi. «Nous avons pris Ben Jawad aujourd'hui, et à l'ouest, les rebelles de Misrata sont à 30 km de Syrte», a déclaré Mohammed Al-Fortiya, commandant des rebelles de Misrata.

Par ailleurs, des négociations sont en cours avec les leaders tribaux de Syrte, à 360 km à l'est de la capitale Tripoli, en vue d'une reddition de la ville.

Pendant ce temps, une cinquantaine de pays sont invités à la réunion du Groupe des amis de la Libye, proposée par la France, afin d'entendre les demandes des responsables du Conseil national de transition (CNT) et les aider à forger «la Libye nouvelle», après près de 42 ans du régime de Mouammar Kadhafi.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, participera à la conférence qui se déroulera en fin d'après-midi au palais de l'Elysée, sous la co-présidence du Premier ministre britannique, David Cameron, et du président Nicolas Sarkozy, premiers soutiens du CNT.

Ce soutien passe prioritairement par le dégel des avoirs de Kadhafi et de ses proches bloqués dès la fin février par une résolution de l'ONU. Malgré les réticences de l'Afrique du Sud, qui siège au Conseil de sécurité, les efforts diplomatiques déployés par Washington, Londres et Paris notamment, ont déjà permis de débloquer cette semaine devant le comité des sanctions de l'ONU 1,5 milliard de dollars d'avoirs gelés dans les banques américaines.

Un déblocage partiel qui doit être suivi d'initiatives du même genre. La rébellion réclame 5 milliards de dollars d'aide d'urgence, le groupe de contact sur la Libye va accélérer le processus pour débloquer les avoirs libyens gelés et fournir au CNT 2,5 milliards de dollars d'ici la fin du mois.

Les avoirs libyens dans le monde sont conséquents : 37 milliards de dollars ont été gelés aux Etats-Unis, 12 milliards de livres en Grande-Bretagne, plusieurs milliards d'euros en France notamment.

Le secrétaire général de l'ONU, qui a proposé l'envoi d'une force de police en Libye, a indiqué qu'il aurait des discussions à ce sujet à Paris le 1er septembre où il doit rencontrer Moustafa Abdeljalil.

La sécurisation des installations pétrolières, la restauration des infrastructures et le rétablissement de l'Etat de droit seront également discutés à Paris.

Les Etats-Unis devraient être représentés par la secrétaire d'Etat Hillary Clinton. Le Premier ministre canadien, Stephen Harper, a annoncé sa participation. La Chine, la Russie, l'Inde et le Brésil ont été invités.

La Chine, hostile aux frappes de la coalition, a fait savoir qu'elle analyserait «avec bienveillance» cette invitation, un signe jugé plutôt «encourageant» du côté français.

N. I. / Agences

SELON LES MINISTRES ARABES RÉUNIS AU CAIRE

«L'ONU doit débloquer les avoirs et les biens de la Libye»

Les diplomates présents à la réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères des pays arabes tenue ce samedi au Caire ont appelé l'ONU et les pays concernés «à débloquer les avoirs de l'Etat libyen, vu la situation que traverse le pays».

Photo : DR

Réunion des ministres des AE arabes au Caire.

Ceci d'autant que le numéro deux de la rébellion libyenne Mahmoud Gibril, représentant le conseil exécutif du CNT, qui a présidé la délégation libyenne à la réunion, a mis en garde contre «une instabilité en Libye si les rebelles ne parvenaient pas à rétablir les salaires et les services en vue de répondre aux besoins des populations». Il a transmis ainsi «le besoin urgent d'une aide financière pour les rebelles.» Lors de la rencontre qui a réuni 22 pays membres de la Ligue arabe, l'ordre du jour a été axé principalement sur la situation en Libye et en Syrie. Par ailleurs, le drapeau vert du régime Kadhafi a été remplacé dans la salle de réunion par le drapeau des rebelles.

Après le déclenchement du conflit en libye, la Ligue arabe a décidé le 22 février dernier de suspendre la participation de la Libye à ses réunions, ceci avant d'annoncer à la fin de la semaine passée que le CNT représenterait son pays au sein de l'organisation. Concernant la situation en Syrie, les ministres arabes réunis samedi ont appelé à l'arrêt de l'effusion de sang et décidé d'envoyer une délégation dans ce pays en vue de demander au président Bachar Al Assad «de mettre fin aux opérations militaires contre les civils.» La délégation devrait être composée de six ministres arabes et du chef de la Ligue Nabil el-Arabi. Les ministres ont aussi assuré que la situation actuelle en Syrie «doit être surmontée sur la base de l'entente». La Syrie a cependant rejeté le communiqué de la Ligue arabe assurant «qu'il violait les principes de la Ligue». A l'ouverture de la réunion, le président de la Ligue arabe a déclaré que «face aux révolutions, le recours à la force est inutile du fait que les populations réclament des changements radicaux et expriment des revendications légitimes.» Selon les déclarations des ministres arabes, «la réaction doit être positive face aux revendications de la jeunesse arabe». Ils évoqueront par ailleurs l'urgence «de l'application des reformes comme moyen efficace contre les interventions étrangères». La réunion des ministres arabes n'a pas été sans provoquer des manifestations au Caire, où des Libyens et Syriens résidant en Égypte ont revendiqué le départ des présidents syrien et yéménite.

F.-Z. B./Agences

MOUVEMENT DES DROITS ET LIBERTÉS

«L'Algérie doit être aux côtés de la révolution libyenne»

Le Mouvement des droits et libertés salue la victoire du peuple libyen contre le despotisme. Il s'incline devant la mémoire des victimes d'une guerre injuste imposée à son propre peuple par un dictateur sanguinaire. Plus que toute autre, la défaite de Kadhafi sonne l'échec définitif du populisme panarabiste pseudo-révolutionnaire qui — pathétique destin — a réduit le peuple à trouver son salut chez les colonisateurs d'hier.

Cumulant à celles des peuples tunisien et égyptien, cette victoire confortera et relancera sans doute, dans toute notre région, les aspirations à la citoyenneté contre la dictature et la corruption. Elle assène un coup supplémentaire aux velléités monarchistes qui, dans certains pays, remettent en cause l'option républicaine prise au lendemain des indépendances.

Souhaitant tout le succès à leurs efforts de reconstruction, le MDL enregistre avec satisfaction la préservation de l'intégrité territoriale de la Libye.

Le MDL exprime son espoir de voir les nouveaux dirigeants libyens engager rapidement leur peuple sur la voie de la paix civile, de la justice, de la liberté, des droits de l'Homme, de la démocratie et de l'indépendance nationale, loin de tout extrémisme ou allégeance étrangère. Rappelant aussi la grande et précieuse solidarité libyenne hier, lors de notre guerre de libération, le MDL appelle les Algériennes et les Algériens à exprimer par tout moyen pacifique leur soutien ou aide au peuple libyen dans la conquête de la démocratie et de la dignité.

En cette affaire, le MDL considère que l'Algérie se doit d'être aux côtés de la révolution libyenne et auprès du peuple frère de Libye dans la reconstruction de son Etat, de sa sécurité et la relance de son économie.

C'est la voie la plus judicieuse pour conforter, sur la scène internationale, l'autonomie de décision des Etats de la région. Les amitiés et/ou intérêts des dirigeants n'ont aucune place lorsqu'ils contredisent ceux de leurs nations ou hypothèquent la paix et l'avenir d'une région déjà très malmenée par le terrorisme international.

Aujourd'hui, le vrai défi pour l'Algérie est d'amorcer un processus démocratique véritable qui lui permette de ne pas être à la traine ou à la marge d'une Afrique du Nord en marche vers l'émancipation citoyenne et l'union.

C'est là la seule voie à la hauteur des principes de liberté, de solidarité et de progrès qui ont présidé à son avènement dans le concert des nations, il y a cinquante ans.

Les porte-parole :
Yasmina Si Abderahmane,
Hamid Ouazar, Ali Brahimi